



ÉLECTIONS EN ARGENTINE : LE PÉRIL MILEI REPORTAGE

Argentine : la tentation de l'extrême droite dans le grand Buenos Aires

Plongée dans la banlieue tentaculaire de Buenos Aires, place forte du péronisme et clé de l'élection présidentielle ce dimanche en Argentine. Sur ces terres sorties exsangues de la pandémie, les pics d'inflation et le ras-le-bol général vis-à-vis de la politique profitent au candidat libertarien Javier Milei.

Ludovic Laman 20 octobre 2023 à 17h46

Buenos Aires (Argentine).– Les Argentins parlent du « Conurbano » pour désigner l'immense banlieue de Buenos Aires : un tissu urbain ultradense de 24 villes, où vivent plus de 11,5 millions de personnes, soit un quart de la population du pays. Dans l'essai érudit qu'il vient de publier, Carlos Pagni, éditorialiste pour le quotidien conservateur *La Nación*, fait de la province de Buenos Aires « le nœud » de la politique nationale : un réservoir de population, en majorité pauvre, où tout se joue.

Ce fut longtemps le laboratoire des politiques industrielles portées par le péronisme à partir des années 1940. Mais les primaires organisées en août ont prouvé que l'hégémonie péroniste se fissure. La famille politique de Cristina Kirchner n'a obtenu que 32 % des voix – contre 51 % des voix au premier tour de la présidentielle en 2019. La percée du candidat ultralibéral Javier Milei a changé la donne.

Mediapart a parcouru ce territoire pour prendre le pouls, en trois instantanés, de cette poussée d'extrême droite.

1 - À San Martín : un noyau dur de jeunes libertariens convaincus

On ne sait pas trop ce qu'en aurait pensé San Martín, le « libérateur » de l'Argentine au XIX^e siècle, dont la statue trône au milieu de la place ombragée. Juché sur le toit

d'un bus à l'arrêt, un adolescent, jean et tee-shirt blanc, se met à hurler : « *L'important, comme le disait San Martín, c'est d'être libres. Le reste, on s'en fout !* » À quelques mètres, des percussionnistes se chauffent, issus de *murgas*, des groupes de musiciens des quartiers populaires. Sur une grosse caisse, il est écrit : « *On n'est pas beaucoup, on n'est pas peu non plus, mais nous sommes fous.* »

Trois autres adolescents déploient une banderole jaune où on lit : « *No me pises* » (« Ne me marche pas dessus »), cri de ralliement de libertariens en guerre contre les impôts et l'État, mais aussi de suprémacistes blancs. Un autre jeune homme porte à bout de bras un billet de 100 dollars découpé dans du carton, où figure, à la place de la tête d'un illustre Américain, celle de Javier Milei.

Le candidat ultralibéral de La liberté avance (LLA) finit par faire son arrivée tonitruante : debout à l'arrière d'une jeep, veste en cuir noire et chemise bleu électrique, entouré de son équipe rapprochée. Entre deux dédicaces de ses livres que des disciples les plus fervents lui tendent, Milei fait rugir sa tronçonneuse au-dessus de la foule – signe qu'il veut, une fois élu, réduire l'État argentin en lambeaux.

À bord du véhicule, l'un des hommes à ses côtés porte une casquette siglée « *Las fuerzas del cielo* », référence à une citation de l'Ancien Testament, que Milei reprend souvent à son compte, et devenue très populaire sur les réseaux (« *À la guerre, la victoire ne dépend pas du nombre de soldats, mais des forces du ciel* »). Sur la place de San Martín, cette commune du nord de Buenos Aires (28 000 habitant·es) tenue par le parti péroniste (au pouvoir au niveau national), c'est l'effervescence.

La caravane avance sur 150 mètres. Les mêmes deux cents personnes encerclent le convoi du début à la fin. Une demi-heure plus tard, fin du happening : le candidat s'engouffre dans une voiture noire et disparaît. Il n'a presque pas dit un mot. Ainsi va la campagne d'« *el loco* » (« le fou »), comme le surnomment ses adversaires : très peu de meetings massifs depuis septembre, mais plutôt de minuscules apparitions comme celle-ci, annoncées à la dernière minute par son

équipe. Elles permettent d'alimenter les réseaux en vignettes hautes en couleur – qu'on croirait tirées d'un dessin animé – montrant des scènes de liesse autour du candidat, et entretenant le récit d'une victoire inéluctable.

Dans le cortège, Facundo Fideroa a 16 ans. Il est venu de San Fernando, une ville des environs, pour voir en chair et en os celui qui lui a donné goût à la politique : « *Avant, je n'étais pas très branché politique, je pensais qu'ils étaient tous les mêmes, que ça ne marcherait jamais.* » En Argentine, il est possible de voter dès 16 ans (le vote est obligatoire à partir de 18 ans). L'adolescent, encore au lycée, a bien prévu d'aller voter dimanche : « *Les propositions de Milei sont les seules, sur la dollarisation, sur le marché, qui peuvent faire qu'on ne doive pas quitter le pays demain pour trouver du boulot.* »

Le déclic, pour lui, est passé par la télé : « *Je le suis depuis ses débuts, je le regardais déjà quand j'étais tout petit sur le canapé avec mon père, chez Fantino.* » Il fait référence à Alejandro Fantino, un journaliste sportif devenu ami de Milei, qui l'a régulièrement invité sur ses plateaux télé à partir de 2016, notamment dans les débats d'« *Animales Suetos* » (« Animaux errants »), et porte une responsabilité majeure dans l'ascension du libertarien.

Depuis le succès surprise de Javier Milei aux primaires d'août, la presse s'interroge en boucle sur ces jeunes Argentins, en majorité des hommes. Qui sont ces « *mileístas* » ? Une réaction aux victoires du mouvement féministe, à l'instar du vote de jeunes hommes espagnols pour le parti néofranquiste Vox ? Une génération sortie fragilisée et en colère de la pandémie ?

À ce stade, les études manquent. En 2022, des sociologues de l'université de San Martín avaient tout de même mené une enquête sur les 18-24 ans de la ville de Buenos Aires. Conclusion : l'époque serait aux « *rebeldes punitivos* », plutôt progressistes sur les questions de société, très critiques des élites politiques et du paiement de l'impôt, mais aussi favorables à une approche plus musclée de la sécurité publique (en faveur du port d'arme pour les particuliers, des pouvoirs accordés aux policiers, etc.). Javier Milei serait parvenu à relayer cette colère.

2 - Dans un bidonville du nord-ouest de la

province de Buenos Aires : des travailleurs sociaux dépassés

Le bidonville s'appelait autrefois Ciudad de Dios, la ville de Dieu. Mais l'expression rappelait trop l'imaginaire des *favelas* du Brésil et leur mauvaise réputation. Le secteur a été rebaptisé 13 de Julio (13 juillet), référence plus neutre au jour de sa fondation. Cela n'a pas empêché l'économie de la drogue de prospérer dans cette ville informelle, qui s'étend à perte de vue après le dernier arrêt de la ligne de train « Mitre », dans le nord-ouest du grand Buenos Aires.

Shirley, 52 ans, habite depuis 2019 avec son mari sur les hauteurs d'un terrain vague, au bout d'une route de terre impraticable en voiture s'il se met à pleuvoir. De là-haut, elle surplombe le quartier : une décharge à ciel ouvert à une centaine de mètres, quelques entrepôts industriels, et des grappes d'habitations de tôle en contrebas, érigées de manière anarchique dans une zone inondable. Un peu plus loin s'écoule un affluent du Reconquista, le deuxième cours d'eau le plus pollué du pays.

Elle accueille le visiteur le sourire aux lèvres, accompagné d'une quinzaine de chiens turbulents, d'un chat et d'un mouton, Blanquita, qui n'a pas été tondu depuis longtemps à en juger par l'épaisseur de sa toison. À l'entrée de son habitation flotte un drapeau argentin. Pas d'eau courante, ni de connexion internet. Shirley organise chez elle, chaque samedi matin, des cours de soutien scolaire pour une quinzaine d'enfants des environs, avec des professeur·es bénévoles de la capitale. Elle vient d'apprendre que des cas de tuberculose ont été découverts à l'école du quartier.

On sort des chaises et elle se met à raconter, sous le soleil chaud de midi : « *Ici, on ne vit pas. On survit. Pourtant, avec mon mari, on gagne deux petits salaires. Mais on n'y arrive pas. On manque de beaucoup de choses. Tous les jours, les prix grimpent. Mon mari part au travail à 6 heures, sans petit déjeuner. On déjeune à son retour. Et le soir, on se contente de ce qu'il reste : du thé, du maté, du pain, parfois une part de tarte.* »

À l'approche du scrutin, Shirley se dit tiraillée. Elle en veut aux péronistes, qui tiennent la province, d'avoir fermé les écoles pendant la pandémie – un choix qui a laissé des traces indélébiles chez certains jeunes, dit-elle.

Elle leur en veut aussi d'avoir laissé filer l'inflation à des niveaux record. Elle se prépare tout de même à voter, résignée, pour le ministre de l'économie sortant, Sergio Massa, faute d'alternative. Autour d'elle, elle entend les discours pro-Milei circuler : « *Les jeunes se trompent, mais Milei les a convertis. Il va emmener le pays dans le mur. Notre monnaie, ce n'est pas le dollar, ça doit être le peso.* »

Silvia Saravia, coordinatrice nationale du parti de gauche Libres del Sur, et impliquée dans le travail social au sein de ce bidonville, renchérit : « *Il y a quatre ans, [le président péroniste – ndlr] Alberto Fernández a dit qu'il avait honte de voir tant de gens mourir de faim dans le pays. Mais la situation a empiré depuis son élection. Il n'a rien fait. Il n'a pas voulu légiférer sur la formation des prix pour contrer l'inflation. Je ne dis pas que tous les politiques sont les mêmes, mais par contre, tous ceux qui ont gouverné jusqu'à présent ont échoué.* »

« Il a sa manière à lui, effusive, de transmettre ses idées. Cela fait partie de sa communication. Milei, c'est un show. »

Ruben Torres, militant LLA

Autre figure de l'activisme social, le père « Pepe » Di Paola, curé des bidonvilles, héritier de la théologie de la libération, abonde auprès de Mediapart : « *Au retour de la démocratie [en 1983], le président Alfonsín avait lancé : "Avec la démocratie, on mange, on éduque, on se soigne." Mais la réalité, quarante ans plus tard, dans cette démocratie si affaiblie qui est la nôtre, on ne mange pas, on n'éduque pas, on ne soigne pas.* »

Silvia Saravia poursuit : « *On sent chez beaucoup de jeunes une colère contre ces élus locaux ou nationaux qui s'enrichissent, qui touchent de bons salaires, alors qu'eux auront toutes les peines du monde à trouver un travail. Milei a réussi à capter cette colère contre ceux qui font de la politique pour gagner de l'argent.* » Le scandale qui a éclaté début octobre, montrant un cadre péroniste haut placé de la province en train de passer des vacances avec une mannequin sur un yacht au large des côtes espagnoles, n'a rien arrangé.

Dans le bidonville du 13 de Julio comme dans d'autres quartiers pauvres du grand Buenos Aires, les entrepreneurs sociaux, traditionnels relais du péronisme

sur ces terres délaissées, semblent dépassés, coupés des plus jeunes, incapables de leur faire la pédagogie des éventuels bienfaits d'un État social. Le *padre* « Pepe » confirme : « *Les syndicats traditionnels ne représentent plus ces jeunes, qui vivent dans le secteur informel. Ces jeunes travaillent, mais ne gagnent pas assez pour finir le mois, couvrir des dépenses de base. Avec son discours très individualiste, Milei, lui, a réussi à leur parler.* »

3 - À Ezeiza, des transfuges de la droite traditionnelle

En Argentine, Ezeiza est connue pour ses infrastructures de premier plan, dont un aéroport international, porte d'entrée des touristes dans le pays, ou encore le centre d'entraînement de l'équipe nationale de football. Mais c'est aussi une ville d'un peu plus 200 000 habitants, à une bonne heure de train de banlieue du centre de Buenos Aires, dirigée depuis 1995 par le même maire, le péroniste Alejandro Ganados.

Ce dimanche, des municipales se tiendront en même temps que la présidentielle dans toute la province. Et le baron d'Ezeiza a laissé la place... à son fils, Gastón, qui gouverne par intérim depuis 2021. Un cadeau pour le camp de Javier Milei, qui ne cesse de dénoncer la consanguinité de la « *caste* » politique. Aux primaires d'août, les péronistes l'ont emporté à Ezeiza, mais la victoire ne fut pas aussi écrasante qu'autrefois (35 %). La liberté avance, arrivée en deuxième position (29 %), espère créer la surprise dimanche.

Lorsque l'on demande à Ruben Torres, un indépendant de 46 ans, pourquoi il votera Milei, il répond sans hésiter : « *Javier est resté sur la même ligne depuis toujours. Le plan dont il a parlé au début n'a pas bougé d'un centimètre. Regarde les vidéos de 2016, 2017, tu verras par toi-même : il dit toujours la même chose.* » En creux, ce militant LLA, qui dit faire partie de cette « *classe moyenne menacée de disparition* », critique les zigzags de la candidate de droite Patricia Bullrich (Ensemble pour le changement) : ex-militante d'une guérilla péroniste, soutien de Carlos Menem dans les années 1990, puis ministre sous une présidence radicale, avant d'incarner la droite dure aujourd'hui...

Ruben Torres a pourtant lui aussi bifurqué : il figurait sur les listes d'Ensemble pour le changement aux

élections de mi-mandat de 2021. Il se justifie : « *Bullrich, ça fait trente ans qu'elle est là. Je l'ai toujours vue dans le paysage. Là, soudainement, on a la chance d'avoir quelqu'un de si disruptif qui apparaît, à un moment compliqué pour l'Argentine...* » L'hyperfébrilité de Milei l'inquiète-t-il ? « *Il a sa manière à lui, effusive, de transmettre ses idées. Cela fait partie de sa communication. Milei, c'est un show, s'enthousiasme-t-il. La presse a dit tellement de choses négatives sur lui. Mais je remarque une chose : c'est toujours contre sa personne, jamais contre ses idées.* »

Avant de repartir tracter dans la rue piétonne d'Ezeiza, Torres se dit convaincu qu'il y aura « *ballottage* » dimanche soir, c'est-à-dire un second tour, entre Milei et le péroniste Massa. À sa manière, ce militant incarne l'un des piliers du vote Milei : cet électorat de droite déçu par le mandat de l'ancien président Mauricio Macri (2015-2019) qu'il a jugé trop timoré. À tel point que le

péronisme a d'abord vu d'un bon œil – avant de s'en mordre les doigts aujourd'hui – l'ascension de la candidature Milei : c'était une manière d'affaiblir à peu de frais son principal rival, la coalition des droites de Patricia Bullrich.

« *Dans beaucoup d'endroits, Milei séduit une classe moyenne appauvrie, qui constitue à mes yeux son noyau dur, avance le sociologue Gabriel Vommaro, du centre de recherche argentin CONICET et de l'EHESS à Paris. Des petits commerçants, des indépendants, qui gagnent peu, sont très remontés par le péronisme, et voient qu'ils gagnent quasiment la même chose que des chômeurs qui bénéficient de plans sociaux. C'est une vieille histoire en sociologie politique, qui se répète : celle du jeune Blanc aux États-Unis, ou du Brexiter en Angleterre.* »

Ludovic Lamant